Composition de culture générale : La vérité importe-t-elle encore dans le débat public ?

La crise de confiance entre ceux que l’on nomme les « élites » et le reste des citoyens est souvent évoquée lorsque l’on aborde la question de la démocratie dans nos sociétés occidentales. Il est en effet difficile d’imaginer que le débat public puisse exister et permettre des avancées dans une société où la vérité est fortement malmenée et de plus en plus difficile à établir clairement. Cette situation dégradée nous amène à nous poser la question de la permanence de la vérité comme valeur fondamentale du débat public dans nos sociétés contemporaines. Pour mener cette réflexion, une analyse historique du concept de vérité et de ses liens avec la démocratie est tout d’abord nécessaire, avant de comprendre les facteurs qui ont remis en cause son importance dans le débat public actuel. Enfin, nous tenterons de définir quelles valeurs la société met en avant aujourd’hui pour pallier la difficulté à établir une vérité claire et unique.

A l’origine de notre démocratie contemporaine, la vérité a été liée à l’existence du débat public dans la cité. La recherche de la vérité est le domaine de la philosophie, qui a dès l’Antiquité permis une réflexion sur le gouvernement des hommes. Le philosophe grec Platon, dans la République, dialogue philosophique qui a pour sujet l’établissement d’un gouvernement idéal, affirme que les plus aptes à gouverner la cité sont les philosophes, justement parce que ce sont les seuls à pouvoir atteindre la vérité. La vérité est donc pour Platon le but du débat public et de l’exercice du pouvoir. La vérité est considérée alors comme une faculté que les hommes les plus sages acquièrent des dieux, elle est transcendante à l’exercice de la démocratie à Athènes. Elle est donc universelle, et toute parole ne vaut pas vérité dans le débat public, puisque seuls les philosophes peuvent l’atteindre. La preuve en est que les personnes que Platon et son maître Socrate combattent, les Sophistes, établissent un commerce auprès des citoyens en affirmant qu’ils peuvent, contre rémunération, défendre grâce à la rhétorique n’importe quelle vérité dans un discours. Ils prétendent ainsi défendre une vérité un jour, et son contraire le lendemain.

Avec la naissance de l’Etat moderne, que l’on situe généralement à la fin du Moyen Age, le rapport à la vérité dans la sphère publique sera théorisé par Hegel, au XIXème siècle, dans son ouvrage La raison dans l’Histoire : pour Hegel, seuls ceux que l’on nomme « les grands hommes » peuvent percevoir dans le foisonnement des évènements historiques la vérité, le sens de l’histoire, parce qu’ils ont une faculté supérieure aux autres hommes. Le commun des citoyens doit être guidé par ces hommes-là. C’est donc encore une conception transcendantale de la vérité, qui est perçue comme une connaissance accessible uniquement à une certaine élite de la société.

En France, le XVIIIème siècle marque l’avènement de la raison dans la pensée philosophique, avec le mouvement des Lumières, héritage de la pensée de Descartes, qui fait de l’homme un être de raison. La vérité va alors être désacralisée : elle est le fruit de la connaissance et du savoir, qui s’obtient par le raisonnement. Son symbole est l’Encyclopédie de Diderot et d’Alembert, qui est considérée comme le flambeau qui doit éclairer le monde en apportant la vérité aux hommes. C’est l’avènement de la science qui permet à l’homme d’accéder à la vérité par l’expérimentation et l’exercice de son raisonnement. Ce mouvement débouchera sur les révolutions des peuples en Amérique et en France, manifestations de l’action des hommes dans l’histoire, alors qu’ils en avaient été exclus jusqu’à présent par une élite gouvernante. Cette pensée universaliste fut théorisée par Emmanuel Kant dans son ouvrage Qu’est-ce que les Lumières ?, philosophe qui pense alors que « l’homme est sorti de sa minorité » par l’exercice de sa raison.

La vérité est donc fortement associée au débat public et à la politique dès l’Antiquité jusqu’à l’époque moderne.

La remise en cause de l’importance de la vérité dans le débat public n’est cependant pas une attitude qui s’applique uniquement à nos sociétés contemporaines.

Dès le XVIème siècle, La Boétie, dans le Discours sur la servitude volontaire, affirmait que l’Etat moderne reposait sur un pacte entre les gouvernants et les gouvernés : le peuple accepte de perdre un peu de sa liberté afin de garantir sa protection par les dirigeants politiques. Ce pragmatisme se retrouve dans les conceptions du pouvoir élaborées par Machiavel, homme d’état du XVIème siècle qui fut le conseiller des Médicis et des Borgia, et qui affirmait que le gouvernement du peuple devait utiliser les moyens les moins conformes à la morale pour maintenir le pouvoir. Cela passe aussi par l’utilisation du mensonge pour parvenir à ses fins. Mentir au peuple pour mieux diviser, c’est aussi mieux régner. La valeur de vérité n’est donc plus primordiale dans le débat public. La perte de toute confiance en la valeur de vérité se matérialisera véritablement dans la société contemporaine avec la crise de la raison qui marque le XXème siècle. Les deux guerres mondiales et la manipulation des masses par la parole publique ont mené aux pires atrocités, basées sur des discours raisonnés. Il n’existe donc plus une vérité unique, c’est la fin de l’universalisme des Lumières, et la fin de la croyance en la vertu de la science pour apporter le progrès.

Dans ce contexte, une nouvelle ère va venir mettre en doute l’existence d’une vérité à laquelle on puisse se fier dans le débat public. Aujourd’hui, la révolution numérique a permis une multiplication des sources de l’information qui rend difficile l’établissement d’une vérité claire. Les médias, dont le développement a été permis par la loi de la liberté de la presse, sous la troisième République, ont pendant tout le XXème siècle apporté au citoyen les moyens de connaître la vérité sur le monde. La preuve en est le rôle de la presse écrite dans la recherche de la vérité lors de l’affaire Dreyfus. Mais depuis le développement d’Internet, ces mêmes médias connaissent la concurrence des nouvelles technologies. Et surtout, les sources d’information se multipliant, la vérité est parfois de plus en plus complexe à saisir : la naissance des blogs d’information, parfois au sein même des sites internet des rédactions des grands journaux, permettent à tout individu d’apporter des informations directement aux citoyens, sans filtres. Les réseaux sociaux, qui marquent l’avènement d’une nouvelle génération du web appelée 2.0, se caractérisent par l’interactivité du citoyen qui participe à l’information. Cet atout a des inconvénients : l’émergence de fausses informations, appelées « fakenews », dans le débat public, perturbe la valeur de vérité que doit véhiculer tout média. La possibilité de masquer son identité numérique incite parfois à la délation calomnieuse, sous les apparences d’informations tout à fait respectables.

Le débat politique de ces dernières années est aussi marqué par une remise en cause de la vérité de la part des acteurs politiques du débat. Comme la multiplicité des canaux d’information a tout de même pour avantage pour le citoyen que le pouvoir ne contrôle plus la diffusion de cette information, la dissimulation d’actes répréhensibles ou moralement peu justifiables est de moins en moins possible. La posture qu’adopte alors un certain nombre d’acteurs du débat public est de nier toute valeur à la recherche de la vérité. Pendant le quinquennat de Nicolas Sarkozy, déjà s’était manifestée cette méfiance à l’égard de ce que l’on appelle « le gouvernement des juges ». Durant la dernière campagne électorale, les révélations sur des pratiques peu honnêtes du candidat François Fillon l’ont conduit à adopter la même attitude à l’égard de la justice. Pour lui, la justice ne devait pas avoir le pouvoir de décider qui devait diriger le pays. A la place de la valeur de vérité, il prônait celle de son honneur personnel bafoué par les médias. Un certain nombre de citoyens ont d’ailleurs affirmé à cette époque que la vérité devait sortir des urnes, et que le scrutin rétablirait l’injustice faite au candidat en proie à la calomnie des médias.

L’usage de la vérité dans le débat public est donc malmené par les crises politiques de l’ère contemporaine et bouleversé par l’émergence de nouveaux médias.

La valeur de la vérité, en crise depuis la crise de la raison dans nos sociétés occidentales, est parfois remplacée par d’autres valeurs afin de pallier la difficulté à l’établir de plus en plus clairement.

On pourrait parler, pour caractériser notre époque, d’ « ère du soupçon », pour paraphraser Nathalie Sarraute qui qualifiait ainsi une conception littéraire du roman au XXème siècle. La valeur qui semble prendre de l’importance dans le débat public est celle de la transparence. Depuis l’affaire Cahuzac, qui a éclaté pendant le quinquennat de François Hollande, la transparence est une préoccupation qui est au cœur de la vie politique et du débat public. Cette affaire judiciaire, qui a vu le ministre du budget convaincu de fraude fiscale en pleine crise économique mondiale et en pleine période d’austérité, a déclenché une série de mesures destinées à rétablir cette transparence des acteurs politiques, notamment la création de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique, qui doit veiller à ce que les évènements de la vie politique française se déroule sans opacité, et à ce que les citoyens puissent tout savoir de leurs dirigeants. Cela passe par la publication du patrimoine de tous les candidats à une élection dans notre République. Cette mesure est censée lutter contre la défiance des français envers leurs élites et à éviter l’abstentionnisme lors des suffrages. En vérité, elle ne fait que révéler la fracture qui sépare les français de leurs dirigeants, en révélant les différences de fortune et l’écart qui sépare les dirigeants des gouvernés. Il instaure un règne du soupçon quant à une éventuelle fraude du candidat.

Cette transparence permet aussi de clarifier la relation de confiance que le citoyen peut établir avec le candidat pour lequel il a voté. Ainsi, les votes de députés à l’Assemblée Nationale sont dorénavant consultables par tous les citoyens sur Internet. Ces données permettent de savoir si le député à qui le citoyen a confié son mandat respecte ses engagements et ses promesses. C’est une forme de contrôle de la société civile sur les élus qui est propice à la démocratie et à l’établissement d’une relation de confiance dans le débat public.

Une autre arme élaborée par les médias pour permettre de maintenir l’exigence de vérité dans le débat public vient des médias anglo-saxons : cette méthode journalistique est connue sous le nom de « fact-checking », mot à mot « vérification des faits » et devient une habitude des médias pour apporter plus de vérité dans le débat. Elle permet au journaliste de revenir sur la parole d’un homme politique après son interview ou son discours pour apporter confirmation ou rectification sur ses propos. Cette méthode confirme l’exigence d’un grand nombre de médias de maintenir la vérité dans le débat public. On peut donc conclure que les évolutions de la société, de la pensée et du monde moderne aboutissent de nos jours à un relativisme qui refuse l’adoption catégorique d’une vérité permanente Ceux qui se réclament d’une seule vérité aujourd’hui, les extrémités politiques ou religieux, sont toujours les ennemis du débat public. Cependant, l’exigence d’honnêteté, de transparence et de respect des engagements est de plus en plus présente dans notre débat public, au point que le soupçon du mensonge ou de la fraude devient aussi permanent.